

Audience publique du 6 février 2002

Recours formé par Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu et d'astreinte

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 13679 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 29 juin 2001 par Maître Gaston VOGEL, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., fonctionnaire de l'Etat, domicilié à L-..., tendant à l'annulation de la décision sur recours hiérarchique formel du directeur de l'administration des Contributions directes du 10 avril 2001 (n° C10888 du rôle) ayant, sur réformation de la décision liquidant l'astreinte du préposé du bureau d'imposition Capellen du 29 novembre 2000, fixé le montant de l'astreinte pour le non dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1998 à 15.000.- francs ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 29 novembre 2001 ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision directoriale déférée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Paul TRIERWEILER et Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 30 janvier 2002.

Considérant que par décision liquidant l'astreinte du 29 novembre 2000, le préposé du bureau d'imposition Capellen, après avoir retenu que Monsieur, préqualifié, et son épouse n'avaient pas donné suite à la sommation émise le 11 août 2000 par ledit bureau de déposer, sinon de fournir pour le 25 août 2000 au plus tard les déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1998 incluses, leur a infligé en considération de ces faits et en vertu du paragraphe 202 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* » (AO) une astreinte de 50.000.- francs payable pour le 13 décembre 2000 au plus tard ;

Que par lettre recommandée du 5 décembre 2000, Monsieur ... a introduit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « *le directeur* », le recours hiérarchique prévu au paragraphe 304 AO, en invoquant dans son propre chef l'impossibilité totale de fournir les déclarations pour l'impôt sur le revenu pour les années 1992 à 1995, du fait de ne pas être en possession des documents indispensables pour les établir, suite à une saisie « *par le parquet général* » toujours maintenue dans une affaire pénale le concernant ;

Que par décision sur recours hiérarchique formel du 10 avril 2001, le directeur a reçu la réclamation en la forme tout en la disant partiellement fondée pour, par réformation, fixer le montant de l'astreinte pour le non-dépôt des déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1998 à 15.000.- francs ;

Considérant que par requête déposée en date du 29 juin 2001, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre la décision directoriale prévisée du 10 avril 2001 ;

Que relativement aux déclarations concernant les années d'imposition 1992 à 1995, le demandeur fait réitérer qu'il se trouve dans l'impossibilité de les établir, étant donné que relativement à l'affaire pénale dont s'agit, l'instruction est toujours en cours et qu'aucune copie des documents saisis ne peut lui être délivrée ;

Qu'en termes de plaidoiries à l'audience, le mandataire de Monsieur... d'expliquer que suite à un non-lieu prononcé en première instance et sur appel du ministère public, la chambre du conseil de la Cour d'appel serait amenée à statuer, les débats afférents étant fixés à la mi-février 2002 ;

Qu'il invoque encore que ce serait l'Etat, le mettant dans l'impossibilité de remplir ses obligations, qui, à travers la décision déferée, lui infligerait l'astreinte critiquée ;

Qu'il serait faux par ailleurs de soutenir que son propre comportement aurait été une menace de troubles, alors qu'au contraire il aurait toujours fait preuve de coopération avec l'administration des Contributions directes et aurait entre autres signé les déclarations de non-prescription lui soumises ;

Qu'en fait, pareillement aux années antérieures à 1992, il déclare escompter récupérer des excédents d'impôt payés à la source ;

Que relativement aux années d'imposition 1996 à 1998, Monsieur... d'affirmer que l'administration des Contributions directes l'avait informé que faute d'avoir déposé les déclarations pour les années 1992 à 1995, il serait inutile de procéder d'ores et déjà au dépôt de celles pour les trois années subséquentes ;

Que par ailleurs, à travers son courrier du 20 juin 2001, il aurait confirmé à l'administration des Contributions directes qu'il serait prêt à déposer les déclarations relatives à ces années dans les meilleurs délais ;

Considérant que le délégué du Gouvernement conclut à la recevabilité du recours sauf à soulever qu'au-delà de l'affirmation que la décision déferée serait attaquée pour excès et détournement de pouvoir, sinon pour violation de la loi, aucune précision ne serait fournie concernant l'excès et le détournement de pouvoir ainsi invoqués, de sorte que les développements de la requête pourraient tout au plus servir à l'appui d'un reproche de fausse application de la loi ;

Considérant qu'ayant été introduit suivant les formes et délai prévus par la loi, le recours en annulation dirigé contre la décision directoriale déferée est recevable ;

Considérant qu'à titre liminaire et au fond, il convient de retenir que les cas d'ouverture énoncés de l'excès du détournement de pouvoir, simplement affirmés dans la requête introductive d'instance et non autrement étayés n'ont pas donné lieu à un moyen formulé plus en avant par la partie demanderesse, de sorte à rester sans incidence au fond ;

Qu'il convient dès lors d'analyser au fond les développements de la requête sous le seul aspect de la violation de la loi alléguée ;

Considérant qu'il est constant que les déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1992 à 1998 n'avaient pas été déposées à la date du 29 novembre 2000 où a été prise la décision liquidant l'astreinte par le préposé du bureau d'imposition Capellen, malgré la sommation émise le 11 août 2000 ;

Que de même aucune prorogation du délai pour la remise des déclarations en question n'a été sollicitée par le demandeur, ni aucune demande, même informelle, tendant dans le même sens, antérieure au 29 novembre 2000, n'est versée au dossier ;

Que le demandeur invoque l'impossibilité, selon lui totale, d'établir les déclarations d'impôt demandées, du fait de la saisie de pièces chez lui effectuée se trouvant toujours entre les mains de la justice, sans qu'une possibilité d'en obtenir une copie ne soit donnée ;

Considérant que c'est à juste titre que le directeur a retenu que même à supposer que les faits invoqués aient mis le demandeur hors d'état de produire les documents demandés, ils n'étaient cependant pas de nature à l'empêcher de solliciter utilement une prorogation du délai pour déposer les déclarations requises par la loi ;

Considérant que compte tenu du principe de l'annualité de l'impôt, la décision déferée ne saurait encourir de critique en ce qu'elle a retenu que rien n'empêchait le demandeur de déposer les déclarations pour l'impôt sur le revenu des années 1996 à 1998, relativement auxquelles les pièces n'ont pas fait l'objet d'une saisie, aucun élément contraire pertinent n'ayant été établi par le demandeur ;

Considérant que relativement aux exercices fiscaux 1992 à 1995 l'empêchement invoqué par le demandeur du fait de la saisie de pièces opérée, a été relativisé à bon droit à travers la décision déferée à partir du fait y retenu et non autrement contesté durant la procédure contentieuse, suivant lequel le bureau d'imposition a, en lieu et place du recourant, demandé et obtenu de la part des autorités et tiers-détenteurs toutes les pièces afférentes aux recettes réalisées par Monsieur... pendant les années 1992 à 1995, anticipant ainsi ce dernier dans son devoir de demander un duplicata des pièces saisies à qui de droit, étant entendu pour le surplus qu'en cas de besoin, une consultation sur place par le demandeur de pièces saisies indispensables aux fins de compléter les données à déclarer n'a pas été affirmée par lui comme étant impossible ;

Considérant qu'il suit des développements qui précèdent que la légalité de la décision déferée, et à travers elle de celle sous réclamation, n'a pas été mise en cause par le recours concernant le principe de l'astreinte infligée sur base des dispositions du paragraphe 202 AO à la fin de l'année 2000 pour des exercices fiscaux remontant jusqu'en 1992, malgré et au-delà des déclarations de non prescription signées par le demandeur, que les obligations fiscales par lui non accomplies durant un laps de temps allongé constituent autant une menace

de désorganisation ponctuelle mais certaine du service public dont s'agit, à laquelle l'application des dispositions dudit paragraphe 202 AO a pu adéquatement servir à mettre fin ;

Considérant qu'au-delà des éléments fournis à la base de sa réclamation initiale ayant entraîné la réformation de la fixation du montant de l'astreinte, le demandeur n'a pas produit d'éléments complémentaires de nature à mettre en échec la décision déferée relativement au quantum fixé ;

Que le tribunal est dès lors amené à retenir que le directeur a pu, en raison et en équité, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de la loi d'adaptation fiscale, remplacer la fixation initiale du montant de l'astreinte, ayant correspondu au maximum prévu par la loi, à celui de 15.000.- francs, correspondant au montant équivalent de 371,84 euros, approprié compte tenu des faits de l'espèce et des facultés du demandeur ;

Considérant qu'il suit des développements qui précèdent que le recours laisse d'être fondé ;

Par ces motifs ;

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en la forme ;

au fond le dit non justifié ;

partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 6 février 2002 par :

M. Delaporte, premier vice-président,
Mme Lenert, premier juge,
M. Schroeder, juge

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Delaporte